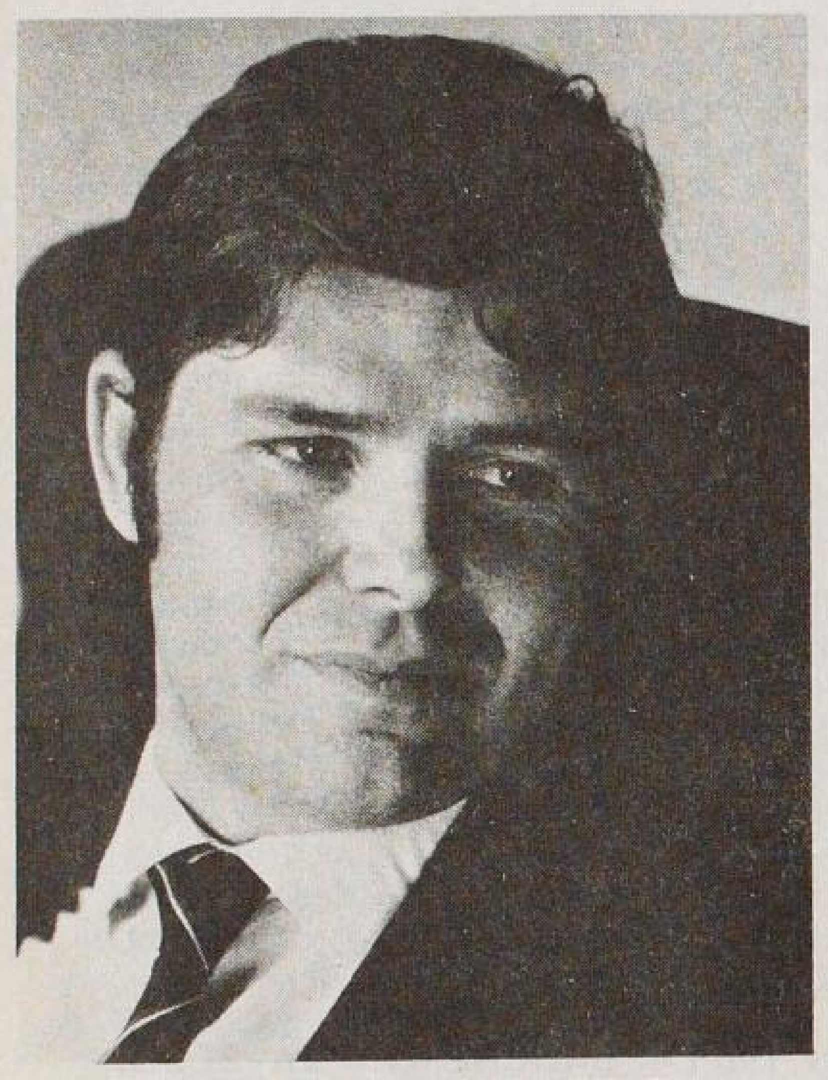
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1973



DANIEL MALINGRE
MEMBRE DU CONSEIL D'ETAT
Secrétaire aux relations ext. du parti Socialiste



BERNARD DESBRIÈRE
(Suppléant)
CONSEILLER GENERAL
Syndicaliste agricole — Viticulteur

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Il est vrai que la situation matérielle des Français s'est beaucoup améliorée depuis 1945. Mais le développement économique, largement indépendant de l'action gouvernementale, n'excuse pas l'injustice. Mais le prix de la croissance est de plus en plus élevé pour l'Homme et la Nature. Mais le progrès se révèle incapable de satisfaire les besoins collectifs (hôpitaux, écoles, adductions d'eau, assainissement, téléphone, aménagement du cadre de vie...). Mais notre pays est complice d'un ordre économique international qui aggrave la misère des peuples pauvres.

Il est vrai que la Cinquième République a doté la France d'institutions plus modernes. Mais l'élection du Président de la République au suffrage universel n'excuse ni le découpage arbitraire des circonscriptions (regardez la nôtre, taillée sur mesure en 1958), ni les monstrueuses inégalités électorales engendrées par un mode de scrutin conservateur (en 1968, il a suffi de 44 % des voix à l'U.D.R. pour obtenir 70 % des sièges), ni enfin la décadence du Parlement. Mais nous savons aujourd'hui que les lourds bataillons de l'U.D.R. ont préféré les scandales, connus et inconnus, plutôt que les réformes. Mais, surtout, la politique doit changer d'objectif. Faute de quoi, les Français s'en désintéresseront pour toujours. Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de prendre le pouvoir, mais de le rendre aux femmes et aux hommes de France : Là où ils travaillent, dans les usines et les bureaux; Là où ils habitent, dans les communes et les régions.

Il est vrai, enfin, que la France est le pays des libertés. Mais un parti se prend pour la nation au point de confisquer les trois couleurs. Mais un parti, le même, hier majoritaire au Parlement, minoritaire aujourd'hui dans le pays, refuse l'alternance démocratique. Mais on ressuscite la procédure des lettres de cachet à l'intention d'un inspecteur des impôts qui en sait trop. Mais les juges ne sont pas indépendants du Pouvoir. Mais on refuse à l'opposition droit de cité, aux jeunes droit de vote. Mais... Inutile de poursuivre. L'enjeu des élections est suffisamment précisé.

Candidats du Parti Socialiste et des Radicaux de Gauche, nous soumettons à votre jugement un projet de Société; pour le mettre en œuvre, nous vous proposons une solution politique; enfin, nous vous invitons à repenser le rôle du Député.

LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT EST UN PROJET DE SOCIETE QUI DONNE UN SENS AU PROGRES ECONOMIQUE.

NOUS VOULONS :

UNE SOCIETE PLUS JUSTE

De tous les pays industrialisés, la France est celui où l'écart des rémunérations et, plus encore, des conditions de vie, est le plus grand. Ni l'impôt, ni la Sécurité Sociale, ni la croissance n'ont réduit cet écart, au contraire ! La fiscalité, tant locale que nationale, ajoute encore à l'injustice. Les impôts locaux, en particulier, ne donnent satisfaction ni aux contribuables, ni aux collectivités locales. La Sécurité Sociale est une source supplémentaire d'inégalités entre les ressortissants des différents régimes. La croissance économique ne profite pas, dans les mêmes proportions, à tous les Français. Les retraités, premières victimes de l'inflation, sont aussi les oubliés de l'expansion.

UNE SOCIETE PLUS RESPONSABLE

Les relations qui s'établissent entre les Hommes sur les lieux de travail correspondent de moins en moins aux aspirations des travailleurs. Les Jeunes, en particulier, supportent beaucoup plus mal que leurs ainés l'organisation de la grande entreprise. La démocratie ne doit plus s'arrêter aux portes des usines et des bureaux.

UNE SOCIETE QUI CHANGE LA VIE

Nous avons les moyens techniques de changer la vie; pas les moyens politiques. Le progrès des sciences et des techniques est confisqué par les grandes sociétés nationales et multinationales. Il n'est utilisé pour améliorer le sort de l'Homme que dans la mesure où il peut accroître les profits capitalistes. Au service exclusif de l'argent, il transforme nos campagnes en déserts. Il condamne les petits commerçants et les artisans à une vie de plus en plus difficile. Le crédit enchaîne les travailleurs. Les collectivités locales se débattent dans des problèmes financiers qui contrastent avec l'insolente prospérité des grandes sociétés. Les femmes n'arrivent pas à concilier, comme elles le souhaitent, leurs responsabilités familiales, civiques et professionnelles.

DES REFORMES S'IMPOSENT. L'UNION DE LA GAUCHE EST LA SEULE MAJORITE POLITIQUE CAPABLE DE LES FAIRE APPLIQUER

L'échec de M. CHABAN DELMAS a montré que les bonnes intentions ne suffisent pas. Si la Gauche était au pouvoir depuis 1958, les Français n'en seraient plus à réclamer la semaine de quarante heures, le SMIC à 1.000 francs et la retraite à soixante ans.

LA RESTAURATION DES POUVOIRS DU PARLEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT IMPLIQUENT UNE TRANSFORMATION DU ROLE DU DEPUTE

Le Député a mieux à faire que de présider les banquets et d'intervenir sans discernement auprès des administrations. On a trop oublié que sa vraie mission était de siéger à l'Assemblée Nationale et d'y exercer le Pouvoir législatif. Sa présence locale doit changer de style. Une seule réunion de travail, avec un Conseil Municipal, une organisation syndicale ou une société, vaut mieux que dix banquets.

POUR QUE L'UNION DE LA GAUCHE TRIOMPHE ET RALLIE TOUS LES HOMMES ET LES FEMMES DE PROGRES. IL CONVIENT DE VOTER MASSIVEMENT, LE 4 MARS, POUR LE PARTI SOCIALISTE.

LE CHANGEMENT EST A CETTE CONDITION

IL EST A VOTRE PORTEE



UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE ET DEMOCRATIQUE

Vu : Les candidats.

X. PERROUX (S.A.) MACON